

Sur le plan externe, le Conseil fédéral fera tout ce qui est en son pouvoir pour développer ou maintenir la position de la Suisse dans son environnement européen. Pour ce faire, il utilisera au mieux tous les instruments à sa disposition. Il s'attachera à les renforcer, voire à les compléter. Il devra même commencer par rétablir la confiance que tous les pays d'Europe ont accordée jusqu'à présent à notre pays dans la construction solidaire de l'Europe de demain. Le Conseil fédéral va proposer aux partenaires européens de la Suisse, en l'occurrence aux pays de l'AELE et à la Communauté européenne, de se rencontrer pour examiner ensemble la situation. Nous estimons absolument nécessaire de garder ouvertes toutes les options de l'avenir. Nous continuerons à assumer pleinement nos responsabilités sur le plan européen.

Sur le plan économique, les dispositions et les avantages qui étaient véritablement contenus dans le Traité sur l'Espace économique européen ne pourront pas être remplacés, ils ne trouveront pas de substitut dans une alternative, car il n'y a pas de réelle alternative, sur le plan économique, aux dispositions contenues dans le Traité sur l'Espace économique européen. Nous devons donc corriger les effets discriminatoires que nous allons indiscutablement subir, puisque nous n'aurons pas les mêmes règles que les pays du reste de l'Europe. Nous devons améliorer nos conditions-cadres intérieures pour être plus compétitifs, nous devons revitaliser l'économie, et cela – plusieurs d'entre vous l'ont répété à juste titre – sans mettre en péril, au risque de graves difficultés intérieures, ni l'acquis social et son évolution, ni l'acquis environnemental. Nous devons, par exemple, réviser la loi sur les cartels, mais encore une fois, nous le ferons d'une manière autonome, parfaitement digne sans doute, mais nous n'obtiendrons aucune réciprocité de la part de nos amis européens. Nous devons ensuite analyser le contenu des règles législatives qui avaient été fixées dans les divers paquets appelés Eurolex, déterminer celles des corrections que nous devons maintenir, en passant par la procédure ordinaire.

Le Conseil fédéral engagera des discussions sur les plans politique et économique avec tous les partenaires intéressés, internes et externes. Il analysera dans le détail le résultat de la consultation populaire du 6 décembre. Il déposera devant le Parlement des propositions concrètes dans le domaine économique. Mais cela ne peut se faire ni en quelques jours ni en quelques semaines. Il faut que le travail que nous avons planifié puisse s'effectuer sans précipitation, même s'il ne doit bénéficier d'aucun retard.

Au nom du Conseil fédéral, nous vous invitons à recevoir ce message et cette volonté du gouvernement de poursuivre les efforts que nous sommes décidés à entreprendre, en faveur du peuple suisse, de son économie et de sa politique générale vis-à-vis de l'extérieur, à nous laisser le temps de l'analyse, le temps de la réflexion et le temps de l'élaboration d'un programme le plus complet possible. Nous souhaitons qu'ensemble, avec la totalité de nos concitoyens, nous puissions relever le défi qui nous est maintenant lancé. (*Applaudissements*)

Président: Ich habe noch eine Mitteilung zu machen: Ich gratuliere unserem Kollegen Bircher Silvio, der am Wochenende zum Regierungsrat des Kantons Aargau gewählt wurde. (*Beifall*)

Fragestunde – Heure des questions

Question 1:

Schmied Walter. Schweizerische Hilfe für die Bürger Ex-Jugoslawiens

Engagement suisse en faveur des citoyens de l'ex-Yougoslavie

Le Conseil fédéral partage-t-il les soucis du président du CICR, Cornelio Sommaruga, qui craint la mort certaine par le froid et la faim de plusieurs dizaines de milliers de citoyens dans les diverses régions de l'ex-Yougoslavie au cours de cet hiver?

Quelles sont les dernières mesures prises ou décidées par la Suisse sur place, d'une part, et, d'autre part, dans notre pays pour appuyer les efforts du CICR?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Les organismes internationaux humanitaires, notamment le CICR et le HCR, font état de dizaines de milliers de personnes menacées par la mort dans l'ex-Yougoslavie, qu'elles soient en fuite et sans abri ou assiégées dans des villes et privées d'énergie, de soins médicaux et de nourriture. Le Conseil fédéral partage avec la population suisse l'horreur de cette perspective, et il entreprend tout ce qui est en son pouvoir pour soulager la souffrance des victimes de ce conflit. L'aide apportée par la Suisse comporte deux volets, en priorité l'aide sur place et ensuite l'accueil de réfugiés dans notre pays.

L'aide humanitaire apportée sur place s'est intensifiée tout au long du conflit. Le total des prestations suisses dans ce domaine s'élève à plus de 44 millions de francs et comporte notamment la construction d'abris pour 8000 à 9000 réfugiés en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et le soutien financier, logistique et en espèces du CICR et du HCR. C'est ainsi qu'à la mi-décembre, un convoi de douze camions poids lourds va quitter la Suisse pour participer au programme de ravitaillement de Sarajevo mené par le HCR depuis la Serbie. En outre, les oeuvres d'entraide suisses Caritas, Heper et la Croix-Rouge suisse continuent à bénéficier d'un apport financier substantiel pour tous leurs projets d'aide dans l'ex-Yougoslavie.

Pour ce qui est de l'aide en Suisse, mentionnons que, conformément à sa tradition humanitaire, la Suisse applique à l'égard des ressortissants de l'ex-Yougoslavie résidant en Suisse une réglementation souple de l'autorisation de séjour. Indépendamment de leur statut en Suisse, leur durée de séjour sera prolongée jusqu'au 30 avril 1993. En outre, les ressortissants croates et bosniaques ont fait l'objet d'actions spéciales – environ 1000 enfants et 1050 victimes de guerre bloqués dans des trains – ont été admis temporairement en Suisse le 28 octobre 1992 par décision du Conseil fédéral. De plus, par décision du 7 octobre 1992 déjà, le Conseil fédéral s'est exprimé en faveur de l'accueil de 200 prisonniers de guerre bosniaques, action qui fait suite à une demande du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) adressée à 22 Etats. Les prisonniers de guerre bosniaques ont été admis en qualité de réfugiés reconnus.

Le Conseil fédéral s'est déclaré, prêt le 11 novembre 1992, à la demande du HCR, à accueillir immédiatement, à titre provisoire, 1500 prisonniers de guerre bosniaques. Cette décision du Conseil fédéral reprend l'idée d'une opération de répartition à l'échelle européenne, que la Suisse avait déjà lancée dans la perspective de la Conférence de Genève sur la Yougoslavie à la fin du mois de juillet 1992.

En ce qui concerne l'accueil de ressortissants de l'ex-Yougoslavie, la Suisse est parmi les pays en Europe qui ont fourni les plus grands efforts.

Frage 2:

Baumberger. Risiken osteuropäischer Kernkraftwerke und schweizerische Osteuropakredite
Risques représentés par les centrales nucléaires des pays d'Europe de l'Est et crédits octroyés par la Suisse à ces pays

Kürzlich war zu vernehmen, dass die Ukraine jene Reaktorblöcke, welche die Tschernobyl-Katastrophe «überlebt» haben, wieder in Betrieb genommen hat. Die Risiken (auch anderer osteuropäischer KKW ähnlicher Konstruktionsart) dürften auch für uns enorm gross sein.

Die Schweiz hat erhebliche Hilfskredite zugunsten osteuropäischer Staaten bewilligt. Weitere werden folgen. Sieht der Bundesrat die Möglichkeit, diese Hilfe mit Auflagen zu verknüpfen, welche einen raschen Abbau der erwähnten Risiken zum Ziele haben?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Il existe en ce moment 65 centrales nucléaires dans les Etats de la CEI et d'Europe orientale, parmi celles-ci 16 réacteurs modérés par graphite RBMK (même type que le réacteur ayant provoqué l'accident de Tchernobyl).

Les plus anciens réacteurs, dont la totalité des réacteurs RBMK, ne possèdent pas d'enceinte de confinement. Un grand nombre d'experts internationaux sont convaincus de la nécessité de procéder, dès que possible, à la fermeture de ces unités. Les centrales plus modernes sont semblables à nos centrales et leurs réacteurs sont entourés d'une enceinte de confinement. La sécurité de ces centrales peut être améliorée jusqu'aux normes de sécurité courantes à l'Ouest.

La fermeture des centrales nucléaires les plus anciennes est une décision que seuls peuvent prendre les pays concernés. A court terme, cette fermeture n'est pas envisageable sans fournir une alternative pour la production d'électricité. Mais la construction d'une centrale thermique conventionnelle engloberait à elle seule la totalité du deuxième crédit-cadre pour l'Europe de l'Est. L'idée d'utiliser le levier de l'aide financière suisse en vue d'arrêter les centrales les plus dangereuses manque de réalisme.

L'aide suisse et internationale doivent s'efforcer, d'une part, de rendre ces centrales plus sûres, même si un risque important persistera. D'autre part, cette aide doit améliorer la sécurité des centrales plus modernes et former le personnel des centrales, mal préparé, mal payé et très souvent démoralisé. Ces objectifs rencontrent d'ailleurs l'appui des pays concernés. Cette aide exigera d'importantes ressources financières qui se chiffreront en centaines de millions de francs suisses. Le récent programme du G-7, impliquant le renforcement de la coordination des actions bilatérales et la formation d'un fonds multilatéral supplémentaire, vise à obtenir des résultats significatifs.

En résumé, l'aide financière suisse ne représente pas un moyen de pression susceptible de causer la fermeture à court terme des centrales nucléaires les plus dangereuses. Les moyens financiers prévus ne suffisent pas à financer des alternatives et les pays concernés sont trop dépendants de l'énergie nucléaire. Un risque d'accident persistera jusqu'à l'arrêt définitif de ces réacteurs. La formation du personnel des centrales et l'amélioration de la sécurité des centrales plus modernes représentent les objectifs principaux de nos actions bilatérales qui doivent être étroitement coordonnées avec l'action internationale.

Frage 3:

Steiger. EWR-Diskussion. Polarisierung der Meinungen
Débat sur l'EEE. Polarisation des opinions

Sieht der Bundesrat institutionelle Möglichkeiten, die in der Auseinandersetzung um den EWR aufgebrochenen Polarisierungen zwischen Landesteilen und Bevölkerungsgruppen – insbesondere auch den Vertrauensverlust zwischen politischer Führung und Basis – durch eine Fortsetzung der Diskussion um Zukunftsperspektiven der Schweiz konstruktiv zu überwinden?

Frage 4:

Gross Andreas. EWR-Diskussion. Polarisierung der Meinungen

Débat sur l'EEE. Polarisation des opinions

Die im vergangenen Abstimmungskampf zum Ausdruck gekommenen vielseitigen Ängste und Aggressionen waren auch die Konsequenz einer grossen Unsicherheit und Desorientierung bezüglich der Stellung und Beziehungen der Schweiz in Europa und zur Welt. Das ist wiederum darauf zurückzuführen, dass entsprechende Lernprozesse und mentalitätsspezifische Erweiterungen in grossen Teilen des Schweizervolkes erst in jüngster Zeit, teilweise erst im Zuge der EWR-Debatte, in Gang gekommen sind. Diese Lernprozesse müssen jedoch unabhängig vom Abstimmungsergebnis fortgeführt werden.

Hat der Bundesrat Vorstellungen, wie solche Lernprozesse institutionell auch ohne Abstimmungsvorlage gefördert werden könnten?

Réponse écrite du Conseil fédéral

La déclaration du Conseil fédéral vaut réponse à ces questions.

Frage 5:

Maeder. Hilfe für Aids-Waisen in Afrika
Aide aux orphelins du SIDA en Afrique

Am 1. Dezember (Aids-Tag) ist im Sendegefass «10 vor 10» ein Dokumentarfilm von France 2 ausgestrahlt worden, der vom traurigen Los von Zehntausenden durch Aids elternlos gewordenen Kindern berichtete.

Gemäss Kommentar seien bis zum Jahr 2000 Millionen solcher Aids-Waisen zu erwarten.

Da es hier um die Aermsten der Armen geht, frage ich den Bundesrat, ob und in welchem Mass die Schweiz hier helfen könnte.

Réponse écrite du Conseil fédéral

La Suisse soutient depuis 1987 le programme global contre le SIDA de l'Organisation mondiale de la santé qui appuie les gouvernements africains dans leur lutte préventive et dans les soins donnés aux personnes malades. Ce programme concerne également la recherche appliquée, tant sur les aspects médicaux que sur les conséquences économiques et sociales de la maladie. Depuis 1987, la contribution suisse se monte à 18 millions de francs pour ce programme. En outre, les programmes bilatéraux de la Direction de la coopération au développement dans le secteur de la santé ont été complétés d'un volet relatif au SIDA lorsque cela était possible.

Les orphelins du SIDA, comme l'a montré l'émission de France 2 reprise par «10 vor 10» de la DRS, peuvent compter sur la solidarité de la grande famille africaine. Néanmoins les cas sont toujours plus nombreux où les adultes survivants ne peuvent assurer cette solidarité. Il y a là un champ d'action pour les organisations non gouvernementales africaines, appuyées au besoin par les organisations non gouvernementales des pays industrialisés. La Direction de la coopération au développement a déjà eu plusieurs occasions de faire savoir qu'elle était disposée, dans les limites budgétaires qui lui sont fixées, à soutenir les initiatives prises dans ce domaine.

Question 6:

Ziegler Jean. Mörder von Kazem Radjavi
Assassins de Kazem Radjavi

Le 24 avril 1990, le professeur Kazem Radjavi a été assassiné à Coppet (Vaud). Deux de ses assassins probables viennent d'être arrêtés à Paris. La Suisse a demandé leur extradition.

Or, des rumeurs courent qui indiquent que le Conseil fédéral s'apprête à conclure un accord secret avec Téhéran, prévoyant l'échange des assassins de Radjavi contre l'otage suisse Hans Bühler.

Le Conseil fédéral peut-il assurer sur l'honneur qu'un tel accord ne sera pas conclu?

Réponse écrite du Conseil fédéral

1. Il est exact que deux ressortissants iraniens soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de M. Kazem Radjavi en

avril 1990 à Coppet ont été arrêtés récemment par la police française sur la base d'un mandat d'arrêt international émis par le juge vaudois Châtelain.

Une demande d'extradition a été transmise aux autorités françaises par notre ambassade à Paris le 25 novembre 1992. Cette affaire relève du pouvoir judiciaire.

2. En ce qui concerne un présumé accord secret avec les autorités iraniennes, nous pouvons vous dire que, si une telle rumeur circulait effectivement – ce dont nous n'avons pas connaissance – elle serait dénuée de tout fondement.

3. Nous profitons de l'occasion pour vous dire que, à propos de notre compatriote Hans Bühler – cette autre affaire qui nous préoccupe, – la phase de l'instruction étant terminée, son cas se trouve actuellement devant le tribunal militaire de Téhéran.

Frage 7:

Keller Rudolf. Fragwürdige Suva-Werbekampagne Campagne publicitaire contestée de la CNA

In den letzten Wochen hat die Schweizerische Unfallversicherungsanstalt (Suva) eine Werbekampagne für 2,5 Millionen Franken gemacht. Im gleichen Zeitraum, wo bei der Suva von Entlassungen die Rede ist, wurde mit grossem Budget eine für die Leute unkenntliche Werbekampagne vom Stapel gelassen, aus der nicht hervorgeht, was damit überhaupt angestrebt werden soll.

Findet es der Bundesrat auch problematisch, wenn eine staatliche Versicherungsanstalt solche Werbung macht, und ist er mit den zahllosen Kritikern einig, die diesem Werbekonzept keinen tieferen Sinn entnehmen konnten?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Laut Auskunft der Suva bezweckt die Kampagne, die Einzigartigkeit der Suva mit ihren Leistungen auf einfache und eindringliche Weise darzustellen, um so die teilweise falschen und unzutreffenden Vorstellungen über die Suva zu korrigieren. Sie ist als Sensibilisierungskampagne lanciert, die u. a. auch der Verhütung von Unfällen und Berufskrankheiten dienen soll, und wird aus dem Zuschlag für Verwaltungskosten (etwa 2,5 Millionen Franken) finanziert. In der Verwendung der Verwaltungskosten ist die Suva autonom.

Ueber den Sinn einer so gross angelegten Kampagne wie der vorliegenden gehen die Meinungen auseinander. Grundsätzlich ist nicht ausgeschlossen, dass auch eine staatliche Versicherungsanstalt Werbung betreibt.

Frage 8:

Gonseth. Revision Umweltschutzgesetz Révision de la loi sur la protection de l'environnement

Seit langer Zeit verspricht der Bundesrat, die Revision des Umweltschutzgesetzes dem Parlament vorzulegen. Letztmals hat der Bundesrat am 24. Juni 1992 in einer Antwort auf eine Einfache Anfrage geantwortet, dass «sich der Bundesrat noch in der zweiten Hälfte des laufenden Jahres mit der Botschaft befassen wird. Im Anschluss daran kann die Vorlage dann unverzüglich dem Parlament zugeleitet werden.»

Wird das Parlament noch dieses Jahr die Vorlage erhalten, oder wird der Bundesrat einmal mehr sein Versprechen nicht einhalten? Was sind allenfalls die Gründe für eine nochmalige Verzögerung?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Bei der Revision des Umweltschutzgesetzes handelt es sich um eine bedeutende Vorlage. Diverse Anpassungen und Erweiterungen der Entwürfe, namentlich um die Themenbereiche Bodenschutz und Haftpflicht, wurden vorgenommen. Dem neuen Buwal-Direktor seinerseits musste hernach Gelegenheit geboten werden, sich nach Amtsantritt in die Vorlage vertiefen zu können. Eine neuerliche Ueberarbeitung drängte sich auf. Der Bundesrat wird sich sehr bald mit der Revisionsvorlage auseinandersetzen.

Der gestrige Volksentscheid wird dabei freilich wegen des ersten Gegenstandes der Revision – der Frage der Gentechnologie im Umweltbereich – eine mögliche Verzögerung verursachen.

Der Bundesrat wird in der Tat allgemein entscheiden müssen, was von der Eurolex-Vorlage nochmals im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren dem Parlament unterbreitet werden muss.

Frage 9:

Bundi. Bäuerliches Bodenrecht. Inkraftsetzung Droit foncier rural. Entrée en vigueur

Das Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht ist in der Referendumsabstimmung vom letzten September gutgeheissen worden. Inzwischen schaltet sich der Spekulationshandel mit landwirtschaftlichem Land recht intensiv ein. Ist der Bundesrat nicht auch der Auffassung, dass die Inkraftsetzung des neuen Gesetzes rasch erfolgen sollte? Wie sieht sein diesbezüglicher Zeitplan aus?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat ist auch der Auffassung, dass das BGBB so rasch als möglich in Kraft gesetzt werden soll. Der Vorsteher des EJPD hat nach dem positiven Ausgang der Volksabstimmung ein Kreisschreiben an die Kantonsregierungen versandt, in welchem über das weitere Vorgehen des Bundes und über die notwendigen Vorkehrungen der Kantone informiert wurde. Als Zeitpunkt für das Inkrafttreten des Gesetzes stellte er den 1. Juli 1993 in Aussicht. Einzelne Kantone machen geltend, die notwendige Anpassung des kantonalen Rechts auf Gesetzesstufe sei bis zu diesem Datum nicht möglich. Der Bundesrat wird Anfang des nächsten Jahres über das Inkrafttreten des BGBB entscheiden.

Frage 10:

Ruf. Entscheid über die Berner Beschwerde gegen das jurassische Wiedervereinigungsgesetz «Unir» Décision sur le recours du canton de Berne contre la loi concernant l'unité du Jura («Unir»)

Wann wird der Bundesrat über die Beschwerde des Berner Regierungsrates gegen das unschweizerische und annexionistische Wiedervereinigungsgesetz «Unir» des Kantons Jura entscheiden?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat behandelt die Beschwerde des Kantons Bern mit aller erforderlichen Sorgfalt. Zurzeit läuft der Schriftenwechsel. Weiter gehende Hinweise zum Verfahrensablauf oder zum Zeitpunkt der Entscheidungsfindung sind nicht möglich. Der Bundesrat kann sich zu hängigen Beschwerdeverfahren nicht äussern.

Frage 11:

Reichsteiner. Bruch des Waffenembargos gegen Südafrika Violation de l'embargo sur la vente d'armes à l'Afrique du Sud

Südafrika will gemäss Pressemeldungen bei den Stanser Pilatus-Werken offenbar 60 PC-Turbo-Flugzeuge beschaffen. Zuvor war der Versuch, derartige Flugzeuge zu kaufen, in anderen Ländern gescheitert, weil diese sich an das UN-Waffenembargo halten.

Ich frage den Bundesrat:

1. Ist er nicht auch der Auffassung, dass die Lieferung dieser Flugzeuge einen Bruch des Waffenembargos darstellen würde?

2. Ist er bereit, die Lieferung zu stoppen?

Question 12:

Spielmann. Bruch des Waffenembargos gegen Südafrika Violation de l'embargo sur la vente d'armes à l'Afrique du Sud

La Suisse va livrer 60 avions Pilatus PC-7 à l'Afrique du Sud. Ces avions vont remplacer les Harvard Aircraft utilisés par les forces de sécurité contre les ghettos noirs. Cette livraison est considérée comme une déclaration de guerre de la Suisse à tous les Noirs sud-africains. Elle est aussi une violation de l'embargo des Nations Unies sur la vente d'armes à l'Afrique du Sud qui est toujours en vigueur.

Le Conseil fédéral a-t-il donné son autorisation à cette livraison? Si oui, comment peut-il justifier une telle décision?

Frage 13:**Bär. Verkauf von PC-7 an Südafrika
Vente de PC-7 à l'Afrique du Sud**

Gemäss Medienberichten verkaufen die Pilatus-Werke Stans 60 PC-7 an Südafrika, wo seit Monaten ein äusserst schwieriger Einigungsprozess zwischen der weissen Regierung und den schwarzen Organisationen im Gange ist. Mit diesem Verkauf bricht die Schweiz als erstes Land das von der Uno gegen Südafrika verhängte Waffenembargo.

Ist sich der Bundesrat bewusst, dass mit diesem Verkauf die Friedenssuche in Südafrika auf unverantwortliche Weise belastet wird?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Schon im Jahre 1963 (das heisst 14 Jahre vor dem Uno-Waffenembargo) hat die Schweiz einen Waffenlieferungsstopp nach Südafrika beschlossen. Dieses Verbot ist immer noch gültig. Als Nichtmitglied der Uno ist die Schweiz durch das Uno-Embargo nicht gebunden; sie hat aber ihre Solidaritätsverpflichtungen mit der internationalen Gemeinschaft durch den Bundesratsbeschluss von 1963 erfüllt.

Gemäss Kriegsmaterialverordnung gelten als Kriegsmaterial «bewaffnete Luftfahrzeuge sowie Luftfahrzeuge mit Einbauten für Waffen und Munition oder sonstigen Vorrichtungen für militärische Verwendung». Wie er in der Schweiz hergestellt und ausgeführt wird, fällt der PC-7 nicht unter diese Definition: Er ist ein Trainingsflugzeug und kein Kampfflugzeug. Uebrigens hat der Nationalrat 1985 ein Postulat abgelehnt, den PC-7 dem Kriegsmaterialgesetz zu unterstellen.

Hingegen ist der PC-7 der Verordnung über die Warenaus- und Warendurchfuhr unterstellt, für die das EVD zuständig ist. Die Voraussetzungen für eine Verweigerung der Ausfuhrbewilligung sind im vorliegenden Fall nicht erfüllt.

Der Bundesrat sieht keinen Grund, direkt auf die Bundesverfassung abgestützte Massnahmen zu ergreifen, um so weniger, als Südafrika seit 1990 eine positive Entwicklung aufweist und kein Hinweis darauf besteht, dass die abzulösenden Harvard-Flugzeuge mit Waffen versehen wurden. Vor einigen Jahren hat Pilatus schon drei PC-7 nach Südafrika (Bophuthatswana) exportiert. Auch hier gibt es keinen Hinweis, dass diese Flugzeuge nachträglich mit Waffen bestückt wurden. Es gibt auch keinen Hinweis, wonach die südafrikanische Regierung die Absicht hätte, die neuen PC-7 nachträglich zu bewaffnen. Die Schweiz hat der Uno-Kommission für Südafrika ihre Haltung im erwähnten Fall (Bophuthatswana) dargelegt. Diese wurde widerspruchlos zur Kenntnis genommen.

Frage 14:**Hollenstein. Munitionssprengplatz Steingletscher. Umweltbelastung
Dépôt de munitions de Steingletscher. Dommages causés à l'environnement**

Bei Sprengungen von alter Munition gelangen verschiedene toxische Stoffe in die Umwelt. Welche Schadstoffe – und in welcher Menge – traten beim Unglück vom 2. November aus? Welche Schritte wurden unternommen, um den Schaden für Umwelt und Bevölkerung zu begrenzen?

Frage 15:**Hollenstein. Munitionssprengplatz Steingletscher. Vorgehen****Dépôt de munitions de Steingletscher. Procédure**

Die Anlagen auf dem Munitionssprengplatz Steinalp wurden durch das tragische Unglück vom 2. November weitgehend zerstört, eine Wiederbenützung der Anlage scheint aus sicherheitstechnischer Sicht nicht realistisch. Wo und wie sollen bis zur voraussichtlichen Inbetriebnahme der EXVA (Explosivstoff-Verbrennungs-Anlage) im Jahre 1997 alte Munition und Sprengstoffe entsorgt werden?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

1. Die Schadstoffe, die bei der Vernichtung alter Munition durch Sprengung frei werden, werden von der Munitionsfabrik Thun seit Jahren gemessen und ausgewertet. Sie sind abhängig von der Art der gesprengten Munition und können sehr unterschiedlich sein.

Wie die Munitionskaverne am Susten im Zeitpunkt der Explosion vom 2. November im einzelnen belegt war, wird gegenwärtig noch abgeklärt. Erst die Aufnahme und Auswertung der umfangreichen Lagerbelegungslisten werden es ermöglichen, Art und Umfang der Schadstoffemissionen zu schätzen. Drei Tage nach dem Explosionsunglück wurden in der Umgebung des Schadenplatzes an verschiedenen Stellen Wasserproben entnommen und analysiert. Diese Probenentnahmen werden laufend wiederholt. Nach heutigen Erkenntnissen besteht keine Gefahr für Menschen, Tiere und Umwelt.

2. In der Munitionskaverne am Susten wurde die zu vernichtende unbrauchbar gewordene Munition gelagert. Die Sprengung der Munition erfolgte auf einem Sprengplatz ausserhalb dieser Anlage.

Die Munitionskaverne wurde bei der Explosion vollständig zerstört; sie kann nicht wieder aufgebaut werden. Der Sprengplatz selber wurde dagegen von der Explosion nicht betroffen. Unbrauchbar gewordene Munition wird weiterhin laufend anfallen. Sie kann aus Sicherheitsgründen nicht bis zur Inbetriebnahme der Verbrennungsanlage für Explosivstoffe in der Pulverfabrik Wimmis in den Jahren 1996 oder 1997 gelagert werden. Die Gruppe für Rüstungsdienste prüft gegenwärtig verschiedene Möglichkeiten, diese Munition weiterhin laufend zu liquidieren. Ein entsprechendes Entsorgungskonzept sollte bis im Frühjahr 1993 vorliegen. Die Frage von Frau Hollenstein kann deshalb heute nicht beantwortet werden.

Frage 16:**Iten Joseph. Verbilligungsaktion der Eidgenössischen Alkoholverwaltung für Äpfel und Kartoffeln
Régie fédérale des alcools. Vente à prix réduit de pommes et de pommes de terre**

Die EAV beantragte im Budget 1991/1992 die Aufhebung der Verbilligungsaktionen für Äpfel und Kartoffeln.

Auf Antrag der Finanzkommissionen des Nationalrates und des Ständerates haben die eidgenössischen Räte in der Junisession die Alkoholverwaltung beauftragt, die Verbilligungsaktionen weiterzuführen.

Der Bundesrat gab damals bekannt, er wolle über diese Frage eine Studie durchführen, um Vorschläge zu erarbeiten, und hat zu diesem Zweck eine Arbeitsgruppe eingesetzt.

Der Schlussbericht dieser Arbeitsgruppe liegt nun vor und empfiehlt, die beiden Verbilligungsaktionen beizubehalten, allerdings unter wesentlicher Verbesserung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses.

Schliesst sich der Bundesrat diesen Empfehlungen an, und wird die Alkoholverwaltung danach diese Aktionen – mit Modifikationen allenfalls – weiterführen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat schliesst sich grundsätzlich den Empfehlungen der Arbeitsgruppe an. Das EFD hat die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte in diesem Sinne informiert. Die Aktionen werden 1993 und 1994 weitergeführt. Dabei werden aber insbesondere die Einkommenslimiten für die Bezugsberechtigung erhöht und der Kreis der möglichen Bezüger von Aktionsobst und -kartoffeln erweitert. Weil damit die Mengen voraussichtlich steigen werden, dürfte sich auch das Kosten-Nutzen-Verhältnis verbessern. Nehmen indessen nach zwei Jahren die Bezugsmengen nicht wesentlich zu, so sollen die Aktionen abgeschafft werden.

Question 17:**Schmied Walter. Volksabstimmung vom 7. März 1993
Votation populaire du 7 mars 1993**

Est-il vrai que le Conseil fédéral a fixé au 7 mars prochain déjà la date de la votation populaire portant sur la libéralisation des grands jeux d'argent?

Le cas échéant, peut-il nous indiquer les raisons de cette précipitation qui est contraire à l'usage et ne permettant que difficilement le lancement d'une campagne objective au sujet d'un objet brûlant et de grande portée?

Question 18:

Schmied Walter. Kampagne für die Abstimmung über die Spielbanken
Campagne relative à la libéralisation des grands jeux d'argent

Le Conseil fédéral dispose-t-il de moyens légaux suffisants pour exercer un contrôle sur l'importance de la somme d'argent en provenance de l'étranger qui pourrait être investie dans la campagne relative à la votation populaire portant sur la libéralisation des grands jeux d'argent en Suisse (enjeu des casinos en Suisse)?

Question 19:

de Dardel. Volksabstimmung über die Aufhebung des Spielbankenverbots. Datum
Votation sur les casinos. Précipitation

Le Conseil fédéral estime-t-il vraiment qu'il est opportun de fixer en mars 1993 déjà la votation sur l'article constitutionnel relatif aux jeux d'argent? Le projet de loi d'application est-il déjà prêt pour permettre une information honnête des électrices et des électeurs?

Question 20:

Aguet. Aufhebung des Spielbankenverbots. Volksabstimmung
Votation sur l'article 35 de la Constitution fédérale (grands jeux)

Le Conseil fédéral a consacré moins d'une page et demi de son message 92.038 à sa proposition de lever l'interdiction des maisons de jeux. Sur cette seule base, il s'apprête à faire voter le peuple suisse dans un délai extrêmement court alors qu'en tout autre temps une telle modification aurait mérité un important message et pour le moins une année de préparation. Cette charge à la hussarde n'est-elle pas de nature à fausser le jeu démocratique? La date du 7 mars 1993 est-elle confirmée?

Frage 21:

Zwygart. Spielbankenverbot. Volksabstimmung
Levée de l'interdiction des maisons de jeu. Votation populaire

Im Hinblick auf die Volksabstimmung zur Aufhebung des Spielbankenverbots bleiben viele Fragen offen:

– Es bestehen berechtigte Bedenken über die kriminellen Gefahren im Umfeld der Spielbanken. Wie würde der Bundesrat diese Problematik angehen, und wie will er sie im Hinblick auf die Volksabstimmung der Bevölkerung bekanntmachen?

– Ich nehme an, dass der Bundesrat für die notwendigen gesetzlichen Grundlagen eine Vernehmlassung durchführen wird. In welcher Form und in welchem Zeitrahmen ist diese bei einer allfälligen Annahme des Verfassungsartikels vorgesehen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die eidgenössischen Räte haben die Aufhebung des Spielbankenverbots am 9. Oktober 1992 beschlossen. Für die Meinungsbildung bis zum Abstimmungsdatum vom 7. März 1993 stehen somit fünf Monate zur Verfügung. Dies genügt, muss doch nur über die Grundsatzfrage entschieden werden. Erst im Anschluss an einen positiven Volksentscheid und nicht auf Vorrat soll die aufwendige Ausführungsgesetzgebung in Angriff genommen werden. Dort wird unter vielen anderen die Frage zu regeln sein, wieweit die Herkunft der Spielgelder erfasst und kontrolliert werden kann. Das Parlament und auch die Kantone werden sich dazu wieder äussern können. Die Federführung für die Gesetzgebung wird beim Justiz- und Polizeidepartement liegen.

Frage 22:

Steinemann. Generelle Steueramnestie
Amnistie fiscale générale

1969 wurde letztmals eine Steueramnestie gewährt. Diese brachte etwa 11,5 Milliarden Franken Vermögensbeträge neu zur Besteuerung und wurde fast gleichmässig von allen «Vermögensstufen» benutzt.

Im Hinblick auf die leeren Kassen von Bund, Kantonen und Gemeinden sollten die Vorteile zur Sanierung der Finanzlagen nicht unberücksichtigt bleiben.

Ist der Bundesrat bereit, von seiner ablehnenden Begründung, welche er auf eine Interpellation vom 7. Oktober 1988 abgegeben hat, abzuweichen und eine neue generelle Steueramnestie vorzubereiten?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Das finanzielle Ergebnis einer Steueramnestie lässt sich im voraus nicht abschätzen. Per saldo resultieren sicherlich gewisse Mehreinnahmen, welche indessen aufgrund der bisherigen Erfahrungen nicht zu hoch veranschlagt werden dürfen. Den Mehreinnahmen als einzigem Vorteil einer Steueramnestie stehen nun aber erhebliche Nachteile gegenüber, welche trotz der schlechten Haushaltslage von Bund, Kantonen und Gemeinden stärker zu gewichten sind:

Bei einer Steueramnestie verzichtet der Staat aus Gründen der Zweckmässigkeit auf die Verfolgung und Bestrafung der Steuerhinterziehung und des Steuerbetruges. Ein solches Ausserkraftsetzen des Gesetzes bedeutet einen Einbruch in die bestehende Rechtsordnung, welche die Ahndung der Steuerdelikte verlangt. Es handelt sich deshalb um eine fragwürdige Massnahme, welche einseitig die Defraudanten begünstigt. Die ehrlichen Bürger dagegen könnten sich mit gewissem Recht hintergangen und übervorteilt fühlen. Dies könnte einen Teil von ihnen veranlassen, die Steuergesetze in Zukunft ebenfalls nicht mehr so genau zu befolgen. Schliesslich käme die Anordnung einer Steueramnestie einem ungeRechtfertigten Zugeständnis der Machtlosigkeit des Staates gleich, Steuerwiderhandlungen aufdecken und wirksam ahnden zu können.

Der Bundesrat hat unlängst Gelegenheit gehabt, zur Frage einer allgemeinen Steueramnestie Stellung zu nehmen, nämlich in der Antwort vom 31. August 1992 auf die Motion Delalay vom 17. Juni 1992. Bei dieser Gelegenheit hat er seine ablehnende Haltung gegenüber einer allgemeinen Steueramnestie zum Ausdruck gebracht; die Haltung hat nach wie vor Gültigkeit.

Frage 23:

Strahm Rudolf. Beschäftigungsprogramm nach dem 6. Dezember 1992

Programme de relance de l'emploi après le 6 décembre 1992

Aus Gründen, deren Taktik nie transparent war, hat der Bundesrat die definitive Verabschiedung und Bekanntgabe eines Programms zur Beschäftigungsförderung auf die Zeit nach dem 6. Dezember verschoben. Im Oktober 1992 ist ein solches Programm mit einem Investitionsbonus vom Bundesrat in Aussicht gestellt worden.

Wir fragen den Bundesrat:

Wird er nun ein «programme de relance», das die Investitionen und die wirtschaftliche Nachfrage im Inland stützt, realisieren? Wenn ja, wie sieht es aus, und wie ist der Zeitplan der Realisierung?

Wir möchten mit dieser Frage dem Bundesrat Gelegenheit geben, unmittelbar nach der EWR-Abstimmung Signale für das Wirtschaftsklima und für das Investitionsverhalten zu setzen. Er kann damit demonstrieren, dass das langdauernde konjunkturpolitische Laisser-faire in der Eidgenossenschaft ein Ende hat.

Réponse écrite du Conseil fédéral

Il convient en premier lieu de rappeler que le budget présenté par le Conseil fédéral apporte des impulsions de soutien conjoncturel à l'économie nationale. L'effet est moindre après les réductions décidées par votre conseil; mais il est là. Dans son rapport aux Commissions des finances, le Conseil fédéral a jugé nécessaire de montrer l'antonomie entre des réductions budgétaires agissant sur la conjoncture et des mesures de relance conjoncturelle.

En raison de la situation économique tendue, le Département fédéral de l'économie publique a décidé de renforcer l'aide aux investissements dans les régions de montagne dans le cadre de l'actuelle loi fédérale (LIM). Dans les deux années à ve-

nir, les projets d'infrastructure doivent ainsi être soutenus par des participations aux frais d'intérêts au lieu de prêts. L'aide aux investissements sous forme de contributions aux frais d'intérêts peut accroître d'environ un milliard de francs le volume d'investissements induit sans charger le compte financier, puisque le financement est à la charge du fonds d'aide aux investissements.

Le rejet de l'EEE influencera sans doute négativement les décisions d'investissements privées. Dans cette situation, une augmentation des investissements publics n'aurait qu'un effet limité, puisqu'elle ne pourrait atténuer que la baisse à court terme de la demande. Il y a donc lieu de rechercher des moyens pour rendre la place suisse plus attrayante pour les investissements de l'économie privée. Dans cet ordre d'idées, le Conseil fédéral est fermement décidé de proposer, dans les semaines à venir, des mesures d'adaptation des conditions-cadres. Il réexaminera la question de mesures étatiques agissant à court terme, en particulier dans le domaine des investissements.

Frage 24:

Baumann. Gatt-Abschluss mit ungünstigem Ausgang für die Bauern

Accord du Gatt. Issue défavorable pour les paysans

Während zwischen den USA und der EG um einen Gatt-Abschluss gerungen wird, herrscht im Bundeshaus merkwürdige Funkstille.

Wie sieht die zurzeit gültige Offerte des Bundesrates in Sachen Agrarkonzessionen konkret aus? Wird der Gatt-Vertrag zu gegebener Zeit dem Referendum unterstellt?

Réponse écrite du Conseil fédéral

1. En réponse au projet d'Acte final présenté le 20 décembre 1991 par le président du Comité des négociations commerciales, le Conseil fédéral a déposé le 3 avril 1992 une offre complète en matière d'accès au marché (produits agricoles, produits industriels et services). Cette offre reste entièrement valable. Elle reflète notre position actuelle dans les négociations et demande dans le domaine agricole une plus grande flexibilité dans l'application de la tarification, surtout en ce qui concerne les produits laitiers (sauf le fromage), la viande, les fruits et légumes, ainsi qu'un délai de transition de dix ans pour les engagements agricoles, une clause de sauvegarde pouvant s'appliquer à des pays comme la Suisse et une clause de continuation mieux appropriée à une agriculture multifonctionnelle.

2. C'est à la fin de la négociation, lorsque les résultats définitifs des négociations du Cycle d'Uruguay seront connus, qu'il s'agira de déterminer si les critères d'un référendum sont remplis ou non.

En ce qui concerne un éventuel référendum, l'article 89 de la Constitution énonce les critères suivants:

a. référendum facultatif en cas:

– de changement de lois fédérales ou d'arrêtés fédéraux de portée générale;

– d'adhésion à des traités internationaux qui sont d'une durée indéterminée et ne sont pas dénonçables, prévoient l'adhésion à une organisation internationale, entraînent une unification multilatérale du droit;

b. référendum obligatoire: pour l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des entités supranationales;

c. enfin, tout traité international peut être soumis à une votation populaire par décision des deux Conseils.

Frage 25:

Allenspach. Fragwürdige Subvention für Berufsschullehrer

Maitres d'écoles professionnelles. Subvention discutable

Die HSG-Weiterbildungsstufe veranstaltet 1993 eine 12tägige Studien-/Vergnügungsreise nach Südafrika. Es werden bestenfalls drei Halbtage den politischen, wirtschaftlichen und sozialen Problemen Südafrikas gewidmet, alles andere ist reiner Tourismus (Krüger Nationalpark, Garden Route, Botanischer Garten von Kirstenbosch, Tafelberg usw.).

Wie kann gerechtfertigt werden, dass der Bund den an dieser Reise teilnehmenden Berufsschullehrern eine Subvention von 1530 Franken oder mehr als 30 Prozent der Teilnahmekosten ausrichtet?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Dans son programme de 1993, l'Université de Saint-Gall a effectivement inclus un cours de perfectionnement professionnel destiné aux maîtres des écoles de commerce. Par le biais de ce cours, ces derniers vont être confrontés, sur place, aux réalités politiques et économiques d'Afrique du Sud. Dans un préavis, l'Université de Saint-Gall a mentionné la participation financière de la Confédération, sans avoir obtenu l'approbation de cette dernière.

La Confédération ne participera pas au financement de ce cours. L'organisateur a été informé de cette décision bien avant l'intervention de M. Allenspach, conseiller national. En outre, nous n'avons aucune influence sur les programmes de perfectionnement professionnel que les universités suisses organisent de façon autonome. Nous sommes toutefois reconnaissants que ces cours soient accessibles aux maîtres des écoles professionnelles.

Question 26:

Gardiol. Forschungsanstalt für Agrikulturchemie und Umwelthygiene, Liebefeld (FAC)

Station fédérale de recherches en chimie agricole et sur l'hygiène de l'environnement de Liebefeld (FAC)

Le montant de 14 millions d'économie demandé aux stations fédérales agricoles est admis; divers scénarios circulent à ce sujet, avec maintien ou déménagement de la Station fédérale de recherches en chimie agricole et sur l'hygiène de l'environnement de Liebefeld (FAC). Malgré les réponses rassurantes données à diverses interpellations, la polémique n'est pas enrayée.

Si le domaine de la protection de l'environnement agricole est vraiment prioritaire, comme affirmé à plusieurs reprises, comment peut-on laisser courir le bruit du démantèlement de cette station qui se consacre de manière pluridisciplinaire, coordonnée et avec compétence aux problèmes de l'écologie agraire? De plus, un déplacement de cette unité de recherche rendrait inutilisable une partie des investissements récents en équipement (environ 6 millions); les soucis d'économie n'y trouvent plus leur compte.

Le Conseil fédéral peut-il nous dire clairement quelle politique il entend mener dans le domaine de l'écologie agricole? Quels sont ses plans à l'égard de la FAC de Liebefeld? Quelles sont les autorités qui prendront les décisions dans cette matière?

Le Conseil fédéral estime-t-il important de maintenir cette station dans une région centrale du pays, proche de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage et facilitant les liens avec la Suisse romande?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Suite à la décision de réduire le budget de 14 millions de francs jusqu'en 1995, diverses possibilités de réorganiser la recherche agronomique sont actuellement examinées. L'une d'entre elles est le transfert de la FAC à Reckenholz. Cette possibilité permettrait, d'une part, de favoriser un développement de l'écologie agraire qui serait proche de la pratique et, de l'autre, d'obtenir un effet de synergie non négligeable, en corrélation avec la production végétale. Les 6 millions de francs d'investissements en équipements, mentionnés par l'interpellatrice, ne seraient pas perdus; ces équipements ainsi que le bâtiment pourraient en effet être utilisés par d'autres offices de la Confédération.

A plusieurs reprises déjà, le Conseil fédéral a relevé la nécessité de développer l'écologie agraire. Ce qu'il adviendra de la FAC fait l'objet d'un examen approfondi, à la suite de quoi le Conseil fédéral prendra une décision définitive.

Etant donné les moyens de communication disponibles à l'heure actuelle, le maintien des liens avec l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage ainsi qu'avec la Suisse romande ne pose aucun problème.

Frage 27:**Jöri. Stellenabbau der SBB in Erstfeld
Suppression d'emplois CFF à Erstfeld**

Der angekündigte Abbau von über 60 Stellen im Bahnhof Erstfeld hat im Kanton Uri heftige Kritik ausgelöst. Beklagt wird insbesondere das fehlende psychologische Geschick der SBB gegenüber den Betroffenen. Gemäss Absprache hätten die SBB mindestens ein Jahr vorher über den Stellenabbau informieren müssen. Der Schweizerische Eisenbahner-Verband (SEV) sieht mit diesem Vorgehen die Friedenspflicht und das Prinzip von Treu und Glauben verletzt.

In diesem Zusammenhang stellen sich Fragen bezüglich

- sachlicher und zeitlicher Richtigkeit der Rationalisierungs-massnahmen;
- Schaffung von rund zwei Dutzend neuen Arbeitsplätzen im fraglichen Bereich in den vergangenen Jahren;
- Kompensationsmassnahmen, beispielsweise indem vermehrt Unterhaltsarbeiten an Rollmaterial usw. nach Uri verlagert würden, oder zum Beispiel Ansiedlung von Neat-SBB-Projektorganisationen im Kanton Uri.

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der hier betroffene Einzelwagenladungsverkehr gehört gemäss Leistungsauftrag 87 zum marktwirtschaftlichen Angebotsbereich der SBB. Angesichts der ungenügenden Kosten- deckung und des allgemeinen finanziellen Drucks sind die SBB gefordert, mit entsprechenden Massnahmen eine Ergebnisverbesserung zu erreichen. Zu den Fragen:

- Der Stellenabbau in Erstfeld ist Teil einer umfassenden Optimierungstrategie, die in der Ostschweiz bereits Anfang 1992 zu Anpassungen führte. Der Entscheid, den Rangierdienst zu straffen, basiert auf präzisen Abklärungen der SBB.
- In den vergangenen Jahren wurden namentlich zusätzliche Lokführer eingestellt, die von dieser Massnahme nicht direkt betroffen sind.
- Die SBB sehen vor, im Rahmen der Neat in Uri rund 20 neue Stellen zu schaffen. Dazu kommen voraussichtlich weit über 1000 neue Stellen durch private Unternehmen.

Question 28:**Leuba. Ausstrahlungsverbot für eine TV-Sendung und Informationsfreiheit****Interdiction de diffuser une émission de télévision et droit à l'information des téléspectateurs**

Les 13 et 15 novembre 1992, sans attendre le résultat de son appel, la Télévision suisse romande a projeté une émission alors qu'un juge de première instance le lui avait interdit, pour sauvegarder, dit-elle, le droit à l'information des téléspectateurs.

Le Conseil fédéral est-il prêt, par mesure d'égalité de traitement, à ordonner aux PTT de ne pas poursuivre le recouvrement du montant de la concession pour tout téléspectateur qui prétendrait, à tort ou à raison, que son droit à l'information n'a pas été correctement satisfait par la télévision suisse durant l'année écoulée?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Ohne sich zum konkreten Fall der vom Westschweizer Fernsehen trotz richterlichem Verbot ausgestrahlten Sendung zu äussern, kann der Bundesrat Rechtsverletzungen jeglicher Art selbstverständlich nicht gutheissen. Der angeregte Verzicht auf das Inkasso der Empfangsgebühren bei unzufriedenen Zuschauern kommt deshalb nicht in Frage, weil er mit der im Radio- und Fernsehgesetz (RTVG) statuierten Gebührenpflicht nicht vereinbar ist. Gemäss Artikel 55 Absatz 1 RTVG muss nämlich eine Empfangsgebühr bezahlen, «wer Radio- oder Fernsehprogramme empfangen will». Dabei spielt es keine Rolle, welche Programme vom Gebührenzahler tatsächlich gesehen oder gehört werden und wie die Qualität dieser Programme beurteilt wird. Die Gebühren werden denn auch dem Bund und nicht etwa der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft oder den PTT-Betrieben geschuldet.

Question 29:**Leuba. Ausstrahlung einer vom Richter verbotenen Sendung durch das Westschweizer Fernsehen****Diffusion par la Télévision suisse romande d'une émission interdite par un juge de première instance. Position du Conseil fédéral**

Les 13 et 15 novembre 1992, sans attendre le résultat de son appel, la Télévision suisse romande a projeté une émission alors qu'un juge de première instance le lui avait interdit.

La question n'est pas de savoir s'il y a eu violation des droits de la personnalité ou de la liberté de la presse (qui relève du juge civil), ni celle de la concession (qui relève de l'autorité de plainte), mais je souhaite savoir si le Conseil fédéral estime admissible pour une société, à laquelle il accorde une concession et qui se prétend de service public, de violer délibérément un ordre d'un pouvoir démocratiquement établi (sans épuiser les moyens que lui donne l'état de droit).

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat kann selbstverständlich Rechtsverletzungen nicht gutheissen. Richterliche Anordnungen sind grundsätzlich von jedermann zu respektieren. Materiell kann sich der Bundesrat zum vorliegenden Fall nicht äussern. Die Angelegenheit ist Sache eines hängigen Verfahrens vor den zuständigen Genfer Justizbehörden. Die Gewaltentrennung gilt es zu respektieren.

Frage 30:**Nabholz. Konsultativorgan für Realisierung der Neat****Réalisation des NLFA. Création d'un organe consultatif**

Offenbar gedenkt der Bundesrat im Zusammenhang mit der Realisierung der Neat ein verwaltungsunabhängiges Konsultativorgan einzusetzen. Ich frage den Bundesrat, welche Zusammensetzung dieses Organ aufweist und ob die Organisationen des Natur-, Heimat- und Landschaftsschutzes vertreten sind.

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die Frage betrifft den Stab für Kontrolle und Koordination nach Artikel 18 des Alpentransitbeschlusses vom 4. Oktober 1991. Dieses Kontroll- und Beratungsorgan soll eine qualifizierte technische und finanzielle Begleitung des Projektes sicherstellen. Der Stab hat also eine fachtechnische Beratungsverantwortung. Der Bundesrat beabsichtigt, hervorragende Experten für alle wichtigen Projektbelange in den Stab zu wählen. Insbesondere die Bereiche Bauwesen, Management, Bau- und Vertragsrecht, Finanzen und Controlling sollen darin vertreten sein. Zurzeit ist nicht vorgesehen, Vertreter von Organisationen in den Stab aufzunehmen.

Frage 31:**Reimann Maximilian. Unkorrekte Antwort auf Einfache Anfrage betreffend Paarformen-Sparschreibung****Réponse incorrecte à une question ordinaire concernant une nouvelle forme de féminisation**

Gemäss Antwort des Bundesrates vom 11. November 1992 auf meine Einfache Anfrage 92.1039 wird in der Bundesverwaltung die Schreibweise mit einem grossen «l» mitten in einem Wort nicht verwendet. In den Antworten auf die Einfachen Anfragen 91.1116 und 91.1119 vom 15. April 1992 hat diese Schreibweise aber tatsächlich Einzug in die deutsche Amtssprache genommen.

Warum wich der Bundesrat einer korrekten Beantwortung der Einfachen Anfrage 92.1039 aus? Wer hat in besagten amtlichen Dokumenten diese nicht autorisierte Schreibweise zugelassen?

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass diese Schreibweise nicht nur nicht – wie vom Parlament in der Herbstsession 1992 beschlossen – in Gesetzeserlassen ausdrücklich untersagt ist, sondern auch im Schriftverkehr mit dem Parlament und im Amtlichen Bulletin keine Verwendung finden soll?

Réponse écrite de la Chancellerie fédérale

Le Conseil fédéral, dans sa réponse à la question ordinaire Reimann Maximilian 92.1039, n'a pas cherché à éluder les questions posées. Il n'existe pas de règles contraignantes re-

latives à la formulation non sexiste dans la langue administrative. Le Conseil fédéral se prononcera prochainement à ce sujet.

Les cas mentionnés dans la question sont des cas isolés. La présente réponse vaut également pour la demande d'informations supplémentaires adressée au Conseil fédéral par l'auteur de la question.

Frage 32:

Hafner Ursula. Vertretung der Jugend in den eidgenössischen Kommissionen

Commissions fédérales. Représentation de la jeunesse

Die Teilnahme der Jugendlichen am staatlichen und gesellschaftlichen Meinungsbildungsprozess ist eines der wichtigsten Anliegen der Jugendpolitik, das auch vom Bundesrat in der Botschaft zum Jugendförderungsgesetz vertreten wurde.

Trotz zahlreichen Kandidaturen von Jugendvertretern für eidgenössische Expertenkommissionen wurden die Kandidaturen nur in drei Fällen von den zuständigen Aemtern an den Bundesrat weitergeleitet.

Wie stellt sich der Bundesrat zu einer verstärkten Vertretung der Jugend in den ausserparlamentarischen Kommissionen?

Schriftliche Antwort der schweizerischen Bundeskanzlei

Gemäss den Kommissionsrichtlinien vom 3. Juli 1974 ist bei der Zusammensetzung ausserparlamentarischer Kommissionen auf eine angemessene Vertretung der Geschlechter, der verschiedenen Regionen und Sprachgruppen, der Altersgruppen sowie der Interessengruppen zu achten. Artikel 2 und 3 der Verordnung über ausserparlamentarische Kommissionen, Behörden und Vertretungen des Bundes (Amtszeitbeschränkung auf 16 Jahre sowie Alterslimite von 70 Jahren) tragen wesentlich dazu bei, den Rotationsgedanken für Mitglieder ausserparlamentarischer Kommissionen umzusetzen und somit eine ausgewogene Zusammensetzung im Sinne der Richtlinien zu gewährleisten.

Vor diesem Hintergrund ist der Bundesrat bestrebt, auch den Anteil der jungen Bevölkerung in den politischen Meinungsbildungsprozess einzubeziehen und junge Leute nach Möglichkeit in ausserparlamentarische Kommissionen zu wählen. Anzumerken ist, dass bei Kommissionen mit wissenschaftlich-methodischen Aufgaben eine ausgewogene Zusammensetzung im Sinne der Kommissionsrichtlinien nicht immer leicht umzusetzen ist, da bei diesen Gremien häufig sehr spezifisches Fachwissen und Berufserfahrung Voraussetzungen für eine Wahl darstellen.

Frage 33:

Iten Joseph. Regierungsreform und EWR-Abstimmungskampf

Réforme du gouvernement et campagne en vue de la votation sur l'EEE

Der Bundesrat hat vor kurzer Zeit seine Vorstellungen über die Regierungsreform veröffentlicht («Reform 93»). Unser Regierungssystem ist im EWR-Abstimmungskampf auf eine harte Probe gestellt worden. Von heute an werden die Kontakte unserer Minister mit den anderen europäischen Regierungen noch häufiger und intensiver sein müssen.

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass Vorschläge zur Regierungsreform nötig und dringlich sind, die der neuen Situation wirksamer Rechnung tragen? Sollte der Bundesrat deshalb seine «Reform 93» nicht zurückziehen und – da nicht ausreichend – nochmals überarbeiten?

Réponse écrite de la Chancellerie fédérale

Le Conseil fédéral n'a jamais cessé de garder à l'esprit la dimension internationale que revêt la réforme du gouvernement. Les décisions prises par le Conseil fédéral le 11 novembre dernier en tiennent d'ailleurs compte. Le peuple et les cantons suisses ont défini une autre orientation européenne pour le pays que celle souhaitée par le gouvernement. Le message sur la Réforme 93, qui sera soumis aux Chambres fédérales l'an prochain, présentera différentes possibilités d'application dans la pratique, ce qui permettra un choix adapté aux nouvelles circonstances.

Ad 92.064

**Motion I der Finanzkommission
Bundesbeschluss über den Teuerungsausgleich an das Bundespersonal**

**Motion I de la Commission des finances
Arrêté fédéral concernant la compensation du renchérissement accordée au personnel**

Wortlaut der Motion vom 10. November 1992

Der Bundesrat wird beauftragt, eine Aenderung des Bundesbeschlusses über den Teuerungsausgleich auszuarbeiten, damit in Perioden angespannter Bundesfinanzen und schwacher Wirtschaftslage unter Wahrung sozialer Aspekte vom automatischen Ausgleich der Teuerung abgewichen werden kann.

Texte de la motion du 10 novembre 1992

Le Conseil fédéral est chargé de procéder à une modification de l'arrêté fédéral concernant la compensation du renchérissement accordée au personnel, de façon qu'il soit possible, en tenant compte des facteurs sociaux, de s'écarter du principe de la compensation automatique du renchérissement durant les périodes où la situation financière est tendue et où la conjoncture économique est mauvaise.

Schriftliche Begründung

Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.

Développement par écrit

Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 30. November 1992

Am 19. Juni 1992 haben die eidgenössischen Räte der Verlängerung des Bundesbeschlusses über den Teuerungsausgleich an das Bundespersonal um weitere vier Jahre zugestimmt. Er sieht den Landesindex der Konsumentenpreise als alleiniges Kriterium für die Bemessung des Teuerungsausgleichs vor. In intensiven Beratungen wurde der Einbezug weiterer Elemente, wie sie nun in beiden Motionen gefordert werden, mehrheitlich abgelehnt. Der Bundesrat hat sich für das Beibehalten des bisherigen Systems eingesetzt, weil – im Gegensatz zur Privatwirtschaft – beim Bund aus Kompetenzgründen Teuerungsausgleich und Realloohnerhöhungen noch immer streng auseinandergelassen werden.

Inzwischen hat sich das Umfeld weiter verändert: Die Wirtschaft darbt, und die finanzielle Situation ist auch beim Bund alles andere als rösig. Von vollem Teuerungsausgleich ist weder in der Privatwirtschaft noch in vielen öffentlichen Verwaltungen mehr die Rede. Allein – Umfragen zeigen, dass die Löhne 1993 vielerorts trotzdem im Ausmass der zu erwartenden Jahresteuierung steigen werden. Dies, weil darüber hinaus leistungsbezogene Lohnerhöhungen zugestanden werden.

Der Bundesrat prüft als Vorstufe des vom Parlament geforderten neuen arbeitsmarkt- und leistungsgerechteren Besoldungssystems die Einführung einer positiven Leistungslohnkomponente. Die entsprechende Kompetenz wird der Bundesrat im Rahmen der Teilrevision des Beamtengesetzes anbegehren, welche u. a. die Flexibilisierung der Chefbeamten zum Inhalt hat. Die Botschaft dazu wird dem Parlament im Frühjahr 1993 zur Beratung vorgelegt. Die Möglichkeit zur Honorierung ausgezeichneter Leistungen könnte künftig auch dem Bund erlauben, analog der Privatwirtschaft, bei gegebenenfalls nicht voll ausgeglichener Teuerung differenzierter zu handeln.

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.12.1992 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2388-2395
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 022

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.